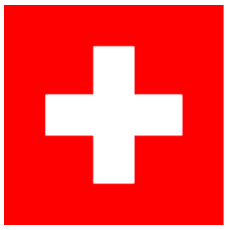
Adopté par l'Assemblé des délégués le 27 juin 2026



Construisons la Suisse de demain

La construction de tunnels ferroviaires, de barrages et de routes nationales ont fait la fierté de notre pays.
Où est passé cet esprit d'innovation ? Cette capacité à entreprendre ?
Et où est passé le rêve de pouvoir un jour accéder à la propriété ?

Notre pays a longtemps su investir avec confiance dans la science et la technologie. Il a favorisé la croissance économique, bâti des infrastructures de classe mondiale et créé un pays où il fait bon vivre, admiré aux quatre coins du globe.

C'est de cette Suisse, façonnée par le PLR, que nous tirons encore aujourd'hui notre force. Mais la Suisse risque de perdre une grande partie de ce qui la distinguait autrefois. Ses infrastructures ne figurent plus parmi les meilleures au monde et peinent à répondre aux besoins actuels. Les bouchons sont omniprésents à travers le pays. Et, pour beaucoup de jeunes, le rêve d'accéder un jour à la propriété n'est pas possible.

Le PLR veut changer cela et veut faire des vertus d'autrefois les vertus de demain. Nous nous engageons pour une Suisse innovante, tournée vers l'avenir et favorable à l'investissement. Nous voulons moderniser les infrastructures, garantir l'approvisionnement énergétique et créer des logements. Nous voulons mettre en place les conditions nécessaires au développement de l'IA ainsi que de la puissance de calcul, afin de renforcer la prospérité et la sécurité de notre pays et de sa population.

Car le PLR croit dur comme fer en un avenir meilleur pour les habitantes et les habitants de ce pays. Nous voulons donner de l'espoir aux citoyennes et citoyens, et non leur faire peur. Nous nous engageons pour que de nouvelles opportunités s'ouvrent à eux et qu'ils vivent à nouveau dans le meilleur pays du monde.

Ensemble, construisons la Suisse de demain.

1. **L’accession à la propriété pour la classe moyenne**

Toute personne qui se lève tôt, travaille dur et épargne assidûment doit pouvoir accéder à la propriété. Cette promesse a été valable pendant des générations. Même si la Suisse a toujours été un pays de locataires : à l’époque les gens croyaient que le travail acharné et les sacrifices menaient à la propriété. Mais aujourd’hui, l’accession à la propriété est devenue inabordable pour beaucoup. De manière générale, l’acquisition d’un logement n’est désormais accessible qu’aux personnes qui en héritent.

Cela n’est pas notre vision libérale-radicale. Et c'est risqué pour la Suisse : plus l’accès à la propriété devient difficile, plus la redistribution des biens d'autrui paraît attrayante, ce qui peut rendre la population dépendante de subventions. C'est pourquoi le PLR réclame un nouveau pacte pour la propriété en faveur de la classe moyenne. Notre objectif : quiconque termine un apprentissage ou une autre formation et épargne consciencieusement pendant dix ans doit pouvoir devenir propriétaire de son logement. Pas à un âge avancé, mais précisément pendant la phase de vie où les gens veulent fonder une famille, élever des enfants et s’enraciner.

Pour cela, il est important d’assouplir les règles excessives en matière de viabilité financière. Aujourd’hui, de nombreux jeunes échouent face au taux d’intérêt calculé : les banques tablent sur un taux fictif de 5 % et refusent l’hypothèque à quiconque ne serait pas en mesure de supporter cette charge élevée. Il est prépondérant de faire preuve de beaucoup plus de discernement. Les risques d’une bulle immobilière peuvent également être limités grâce à des hypothèques à taux fixe à long terme. Par ailleurs, les personnes âgées profiteraient elles aussi de cet assouplissement. Lorsqu’elles partent à la retraite, leur revenu disponible diminue, ce qui les met souvent en difficulté lors du renouvellement de leur hypothèque. C’est absurde. Le PLR réclame des règles de capacité financière qui protègent contre les risques, mais n’empêchent pas inutilement l’accès à la propriété.

Pour les jeunes familles et les personnes qui souhaitent vivre en ville, la propriété par étages est souvent le moyen le plus réaliste d’accéder à la propriété. Les bases légales en la matière datent en grande partie des années 1960 ; elles sont aujourd’hui complètement dépassées. Le PLR exige que la réforme de la propriété par étages qu’il a initiée soit mise en œuvre. Par exemple, les droits d’usage exclusifs, très appréciés dans la pratique, doivent être inscrits dans la loi. De plus, une seule personne ne doit plus pouvoir faire éclater toute la communauté des copropriétaires en bloquant toutes les décisions communes. Ce qui peut sembler n’être que de petits détails juridiques a en réalité un effet bénéfique considérable : l’accès à la propriété devient plus abordable.

2. **Davantage de logements**

Tout le monde ne rêve pas de devenir propriétaire, et même parmi celles et ceux qui le souhaitent, certains n'y parviendront malheureusement pas. Il est donc d’autant plus important de disposer d’un nombre suffisant de logements locatifs abordables. Quinze

cantons de notre pays sont confrontés à une pénurie de logements.[1] Ce qui était autrefois un problème urbain touche depuis longtemps aussi les agglomérations, les régions de montagne et les destinations touristiques – et pourtant, la Suisse continue de construire et de rénover trop peu.

Une raison essentielle réside dans la politique d'aménagement du territoire. Un peu plus de dix ans après l'élaboration de la nouvelle LAT, il apparaît que le pays est bien plus facile à densifier sur le papier que dans la réalité. La densification échoue face aux oppositions, aux procédures interminables et aux résistances locales. On saisit les tribunaux, on retarde et on bloque des projets, tandis que les loyers continuent d'augmenter inexorablement. Il n'y a pas d'autre solution : la loi sur l'aménagement du territoire doit être révisée.

La Suisse a besoin de davantage de logements – et cela n'est plus possible sans nouvelles zones à bâtir. Les déclassements de zones à bâtir sont particulièrement problématiques, car ils entraînent une pénurie de logements même dans les régions rurales. Le PLR demande un changement de cap. Les cantons doivent pouvoir, en collaboration avec les communes, recréer de manière ciblée de nouvelles zones à bâtir – rapidement, de manière pragmatique et précisément là où la pénurie de logements fait rage. Il convient de se baser sur des paramètres clairs pour évaluer la pénurie de logements, comme le taux de logements vacants. L'expérience montrant que ces villes et communes manquent notamment de logements abordables, elles doivent pouvoir fixer une part de logements à prix modéré pouvant aller jusqu'à 30 % pour les surfaces à classer en zone à bâtir.

3. **Mettre un terme aux obstacles à la construction**

La Suisse doit réapprendre à construire plus vite et à moindre coût. La bureaucratie dans le domaine de la construction retarde et renchérit la création de nouveaux logements ; elle occupe d'innombrables fonctionnaires avec des tâches administratives inutiles. Des villes de gauche comme Zurich, par exemple, imposent non seulement aux maîtres d'ouvrage de planter des arbres, mais aussi de préciser où et lesquels : grands ou petits, conifères ou feuillus. Nous dénonçons fermement la politique de blocage de construction de logements sociaux menée sous le prétexte de la protection des locataires.

Les procédures d'octroi de permis de construire et de recours sont longues et bureaucratiques. Elles doivent être simplifiées, numérisées et considérablement accélérées. Quiconque dépose une demande complète doit recevoir une réponse en l'espace de quelques semaines. Les opposants ne devraient plus pouvoir contester que les points qui les concernent directement. En matière de protection contre le bruit aussi, davantage de pragmatisme s'impose. Par exemple, il suffit amplement qu'un appartement dispose d'une fenêtre ouvrante du côté calme du bâtiment. Il est urgent de limiter le pouvoir des services de protection du patrimoine et des monuments historiques. Tous les vieux murs ou stores défraîchis ne sont pas si irremplaçables qu'ils justifient de faire capoter des projets immobiliers entiers. Il faut faciliter les surélévations, les aménagements de combles et les constructions de remplacement. La densification ne fonctionne que si on l'autorise. La Suisse n'a pas oublié comment construire, elle a simplement pris l'habitude de l'empêcher.

4. **Des logements occupés plutôt que des bureaux vides**

Pour pallier rapidement la pénurie de logements, la Suisse doit utiliser de manière raisonnable les surfaces inoccupées. Depuis la pandémie de Covid-19, le bureau tel qu'on le connaissait a perdu de son importance. Malgré de légers ajustements, le télétravail n'est pas

[1] Le taux de logements vacants indique la part des logements inoccupés par rapport au parc immobilier total. Un taux de 1 signifie qu'un logement sur 100 est inoccupé. S'il est inférieur à 1, on parle généralement de pénurie de logements.

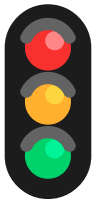
près de disparaître et la révolution de l'IA générative devrait encore réduire les besoins en surfaces de bureaux classiques. Les stocks de locaux inoccupés sont déjà importants et continuent d'augmenter. À l'échelle nationale, ils représentent 3,17 millions de mètres carrés, ce qui correspond à 30 000 logements suisses moyens. Si ne serait-ce qu'une partie de ce potentiel était exploitée, la pénurie de logements pourrait déjà être atténuée dans de nombreux points chauds.

Mais une fois de plus, la construction de nouveaux logements se heurte à des règles d'aménagement et de construction rigides. Celles-ci ont été inventées il y a fort longtemps à une époque où des usines et des tanneries malodorantes caractérisaient les zones industrielles. Dans d'autres cas, la reconversion échoue en raison de l'application rigide de réglementations conçues pour les logements neufs. Pas étonnant qu'il y ait une pénurie de logements ! Le PLR réclame un assouplissement des règles, davantage d'exceptions aux normes de construction ainsi qu'une flexibilisation des plans de zone permettant les usages mixtes.

5. **Focalisons-nous sur les agglomérations**

En Suisse, le débat sur le logement continue de tourner autour des vieux centres de Zurich, Genève ou Bâle. Or, c'est dans les agglomérations que réside le plus grand potentiel. Elles pourraient se transformer en centres urbains modernes et agréables à vivre. Il ne s'agit pas seulement de construire le plus grand nombre possible de logements mais aussi de pouvoir avoir une salle communale, une boulangerie dans le passage de la gare, du parc verdoyant et de la petite galerie d'art au coin de la rue.

Pour créer de nouveaux centres urbains, il faut investir dans les transports, les écoles et l'accueil des enfants. Ce n'est qu'ainsi que naîtront des lieux où les gens ne se contentent pas d'habiter, mais où ils aiment vivre et élever leurs enfants. Sans investisseurs privés, ces villes-agglomérations ne verront jamais le jour. La gauche a déclaré la guerre aux sociétés immobilières et aux promoteurs privés et les combat sur le plan idéologique – ce qui aggrave la pénurie de logements. Or, sans capitaux privés, la Suisse ne pourra jamais construire suffisamment de logements. Le PLR s'engage donc clairement en faveur de la construction privée. La plus grande erreur serait de vouloir faire de l'État le principal maître d'ouvrage de Suisse.



6. **Utilisons les bandes d'arrêt d'urgence**

Il y a aujourd'hui 35 % de voitures en plus sur les routes qu'en 2000, alors que le réseau routier national n'a pratiquement pas été étendu. La conséquence ? Les personnes, tout comme les marchandises, sont bien trop souvent bloquées dans les bouchons. Le nombre d'heures passées dans les embouteillages a plus que triplé en dix ans ! Ceux-ci nous coûtent chaque année 1,7 milliard de francs en temps de travail perdu. Les embouteillages empêchent une collaboratrice de se rendre à son travail, l'artisan d'atteindre ses clients et le père de famille d'aller chercher ses enfants à la crèche à l'heure. La gauche, souvent hostile aux voitures, aurait tort de se réjouir de cet état de fait. Les embouteillages entrainent des

conséquences économiquement néfastes, tel un renchérissement des prix, pour les commerçants et les grandes surfaces en ville.

Pour atténuer le fléau des embouteillages, le PLR réclame des mesures immédiates. La solution la plus rapide et la moins coûteuse consiste à ouvrir les bandes d'arrêt d'urgence à la circulation. Grâce à des systèmes modernes de de gestion du trafic, cela est possible sans compromettre la sécurité : dès qu'un véhicule s'arrête sur la bande d'arrêt d'urgence, la voie est fermée. Ce système a déjà fait ses preuves dans l'agglomération lausannoise. Le PLR exige que ce moyen simple et abordable soit mis en place à tous les points noirs de congestion où cela est possible. À l'ère de l'IA et de la digitalisation, il existe des solutions bien plus intelligentes qu'un simple panneau de signalisation pour gérer le trafic routier. Enfin, nous nous opposons aux interdictions idéologiques comme le 80 km/h généralisé sur les autoroutes. À ce propos : pour que les systèmes de guidage modernes fonctionnent, il faut pouvoir disposer de données de mobilité standardisées et accessibles au public (open data). Ces données contribuent directement à réduire les embouteillages.

7. Davantage de complémentarité entre le rail et la route

Alors que l'UDC invoque le « stress lié à la densité de la population » tout en combattant les transports publics, la gauche bloque la modernisation tant attendue des autoroutes. Comment la Suisse peut-elle sortir de cette impasse ? Le projet global « Transports '45 » du Conseil fédéral est une bonne base et constitue un premier pas important. Le gouvernement met enfin en œuvre ce que le PLR réclame depuis des décennies : la route et le rail doivent être planifiés conjointement, de manière coordonnée et sans œillères idéologiques. Le Conseil fédéral devrait toutefois se montrer un peu plus courageux pour défendre l'équilibre entre les modes de transport, même s'il a échoué avec le dernier projet sur les routes nationales. Si la majeure partie du trafic se fait par la route, pourquoi n'y consacre-t-on que 11 milliards de francs, contre 24 milliards pour le rail ? De plus, les CFF doivent d'abord assurer le financement de l'entretien avant d'envisager trop de nouveaux projets d'extension.

Même les plus grands fans du rail commencent à poser des questions critiques. Pourquoi les coûts d'entretien des routes restent-ils stables, alors que l'entretien du rail devient toujours plus cher ? Est-ce dû à une réglementation excessive — ou les CFF travaillent-ils de manière trop peu efficace ? Il est grand temps qu'un rapport du Conseil fédéral fasse la lumière sur la question.

La manière dont les projets d'infrastructure sont mis en œuvre est tout aussi décisive. Une plus forte collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises à un grand potentiel. Aujourd'hui, les deux parties cherchent avant tout à se prémunir contre les risques ce qui entraîne des retards dans les projets et des surcoûts à la charge du contribuable. Des modèles de partenariat, qui récompensent toutes les parties prenantes lorsque le projet de construction avance sans encombre, peuvent remédier à cette situation. Les premiers projets pilotes mettant en œuvre ces modèles montrent que les maîtres d'ouvrage, les concepteurs et les entreprises collaborent ainsi plus efficacement. Les risques sont clairement identifiés et les problèmes résolus rapidement. Cela permet de gagner du temps, de réduire les coûts et d'obtenir de meilleurs résultats. L'argent destiné aux grands projets doit aller aux ouvriers du bâtiment, aux ingénieurs et aux concepteurs, et non aux avocats. C'est pourquoi il vaut la peine d'examiner de manière critique les pratiques d'attribution de la Confédération et de les faire évoluer là où elles favorisent des conflits ou des inefficacités.

8. **Feu vert pour les véhicules autonomes**

Aussi important soit-il de développer nos autoroutes, nous ne pourrons pas les élargir beaucoup plus. Il est donc d'autant plus important d'utiliser efficacement les routes existantes et de permettre une circulation nettement plus fluide sur une superficie similaire.

Le PLR estime que la Suisse pourrait, pour une fois, être à la pointe en matière de conduite autonome. Notre pays a pris un bon départ et a été l'un des premiers à aborder ce domaine d'avenir de manière proactive, avec une réglementation modérée. À l'avenir également, nous devrions oser aller de l'avant dans ce domaine et persévérer face aux revers prévisibles. Le PLR demande également la mise en place de trains autonomes.

La conduite autonome est plus qu'une simple question de mobilité moderne. La percée de l'IA générative effraie beaucoup de gens. Ils voient leurs emplois, leur avenir ainsi que leur vie privée menacés. Pour instaurer la confiance dans l'IA, celle-ci doit être transparente et fiable. Et son fonctionnement doit pouvoir être compris, en particulier dans le secteur public. Il est d'autant plus important de trouver des applications quotidiennes de l'IA qui offrent aux gens plus de confort et de sécurité au quotidien. Le domaine de la mobilité semble idéal pour cela dans une Suisse petite et densément peuplée dans les agglomérations. Si, grâce aux véhicules autonomes, non seulement les embouteillages actuels disparaissent, mais que l'on parvient également à absorber l'immigration à l'avenir, alors la population sentira que l'IA est à son service. Et non l'inverse.

9. **Électrisons le parc automobile**

L'idéologie, notamment en matière de mobilité, est mauvaise conseillère. À partir de 2016, la mobilité électrique a connu un essor fulgurant à travers le monde. Mais ces dernières années, la bulle électrique a éclaté. Les ventes de voitures électriques se sont effondrées, des constructeurs comme Ford ou Volkswagen ont essuyé des pertes de plusieurs milliards. L'Union européenne a fait marche arrière et a revu son interdiction des moteurs à combustion. Il est également apparu que si les voitures électriques roulent sans émettre de CO_2, leur fabrication n'est pas toujours respectueuse de l'environnement. Les conservateurs ont triomphé : une fois de plus, l'idéologie véhiculée par la gauche a conduit à une impasse.

Depuis lors, la guerre a éclaté en Iran et le prix de l'essence s'est envolé dans le monde entier. Et soudain, les voix conservatrices se sont faites bien discrètes. Pour le PLR, la mobilité électrique représente l'avenir, malgré les incertitudes et les nouveaux défis qu'elle implique. Premièrement, la voiture électrique protège le climat à long terme. Deuxièmement, elle renforce la résilience de la Suisse et atténue les coûts pour les pendulaires lorsque le prix du pétrole augmente. Troisièmement, elle évite que les Suisses ne financent indirectement, les régimes de Téhéran, Moscou ou Caracas à chaque plein d'essence.

Comment peut-on renforcer la voiture électrique en Suisse ? Il est important que la population puisse accéder à une infrastructure de recharge sur l'ensemble du territoire. Sans stations-service, le moteur à combustion n'aurait jamais réussi à s'imposer ; sans bornes de recharge, la mobilité électrique n'a aucune chance non plus. Comme une batterie se recharge plus lentement qu'un réservoir ne se remplit, les bornes de recharge doivent être installées à domicile et au travail. Ces bornes doivent faire partie de l'infrastructure de base de notre pays et s'inscrire dans le marché de. Afin que des bornes de recharge pour la mobilité électrique soient construites rapidement et sur l'ensemble du territoire, le PLR demande que les déductions fiscales accordées pour leur construction soient augmentées.

10. **Transports publics : renonçons aux projets symboliques**

Propres, ponctuels et fiables : le PLR est fier des transports publics de notre pays. Mais même en matière de transports publics, l'idéologie est mauvaise conseillère. Des projets symboliques comme les trains de nuit vers la ville suédoise de Malmö, qui doivent être subventionnés à hauteur de 100 francs par passager, coûtent des millions et n'apportent rien à l'environnement. Cet argent du contribuable serait mieux investi dans l'entretien du réseau ferroviaire existant ici en Suisse – et dans l'extension de l'offre, afin que la cadence au quart d'heure sur l'axe Est-Ouest, l'axe principal de notre pays en terme de densité de population et d'utilisation quotidienne, ne doive pas attendre jusqu'en 2045.

Le bilan intermédiaire du Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) et du fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) est mitigé. Ces dernières années, les cantons ont eu tendance à multiplier les demandes de projets, en profitant largement des possibilités de financement comme s'il s'agissait d'un buffet à volonté pour des projets parfois prestigieux mais dont l'impact sur le réseau national ou sur le report modal n'est pas proportionné aux coûts générés. Il est urgent ici de définir des priorités selon des critères objectifs. De plus, les incitations inopportunes intégrées au FIF/FORTA doivent être analysées. Même là où un tramway serait nettement plus judicieux et plus économique pour desservir l'agglomération, les cantons préfèrent planifier un train coûteux, car seule cette solution est davantage cofinancée par la Confédération.

11. **Protégeons le climat**

Le changement climatique d'origine humaine transforme notre planète. Ni Greta Thunberg, qui a fait son entrée sur la scène mondiale il y a dix ans, ni Donald Trump, qui la domine aujourd'hui, ne peuvent changer cette réalité. En tant que parti fondateur de la Suisse moderne, le PLR rejette toute doctrine autoritaire et lui oppose des valeurs libérales-radicales : liberté, cohésion et innovation. La protection des générations futures est inscrite dans notre ADN. Nous soutenons l'objectif de zéro émission nette, tel qu'il a été décidé par le peuple en 2023.

Le chemin pour y parvenir est toutefois plus semé d'embûches que prévu. Pour sortir des énergies fossiles, la Suisse a besoin de beaucoup plus d'électricité neutre en CO2. Selon l'EPFZ, la demande passera d'environ 60 térawattheures aujourd'hui à environ 90 térawattheures d'ici 2050. Les centres de données, en tant qu'infrastructures clés de la transition numérique feront encore grimper considérablement la demande en électricité. La politique énergétique relève donc aussi de la politique numérique. Outre l'éolien, l'hydroélectricité le solaire et la biomasse, l'énergie nucléaire doit également pouvoir faire partie du mix énergétique.

Le fait que le Conseil fédéral et le parlement souhaitent désormais lever l'interdiction de l'énergie nucléaire constitue donc un pas important vers le retour à la raison. Les centrales nucléaires existantes doivent être exploitées tant qu'elles sont sûres. Par ailleurs, la Confédération doit créer les conditions pour que les investissements dans la sécurité restent rentables et que les centrales existantes restent plus longtemps en service. À long terme, la construction de nouvelles centrales est inévitable. La Suisse doit garder toutes les options ouvertes en matière d'approvisionnement énergétique. Seule une production d'énergie

fiable, abordable et durable protège nos PME, la classe moyenne et le climat. Il en va des générations futures.

12. **Une politique ambitieuse plutôt qu'un pays de blocages et de moratoires**

La Suisse a joué un rôle de pionnier et a longtemps été considérée comme un pays disposant de sources d'approvisionnement en électricité les plus sûres et les moins chères au monde. Mais aujourd'hui, l'incertitude grandit. Alors que la demande en électricité augmente très rapidement, des projets clés pour l'approvisionnement énergétique n'avancent pas. Ils échouent non pas à cause d'obstacles techniques, mais politiques. Ce sont précisément les associations écologistes, noyautées par la gauche, qui empêchent la transition énergétique par des oppositions et des recours sans fin. Elles s'opposent à la construction de parcs solaires et bloquent le développement de l'énergie hydraulique tout en exigeant la sortie immédiate du nucléaire. De plus, lesdites associations s'opposent, ensemble avec l'UDC, aux éoliennes.

Quelle est la conséquence de ce blocage systématique ? La Suisse est menacée par une pénurie d'électricité. Si la production s'enlise, ce ne sont pas les responsables des associations écologistes qui en paieront le prix, mais la population et les PME. Il suffit de jeter un œil en Allemagne : à cause d'une politique énergétique irréfléchie, le prix de l'électricité a atteint des niveaux records, ce qui a provoqué des conséquences extrêmement néfastes pour leur tissu industriel. Des entreprises ont fermé leurs portes, ont délocalisé ou ont vu leurs ventes baisser, tandis que les citoyens qui paient chaque mois leur facture d'électricité sont également touchés de plein fouet. En cas de pénurie d'électricité, les prix augmentent. Et cela ne concerne pas seulement les PME actives dans l'industrie des machines ou les exploitants de centres de données spécialisés dans l'IA qui veulent investir en Suisse, mais aussi les ménages .Le PLR exige la fin de la politique d'obstruction de la gauche. Les procédures de recours, de consultation et d'appel doivent être rationalisées, en particulier pour les projets d'infrastructure d'intérêt national. Les associations écologiques qui font recours depuis des années contre chaque nouveau projet énergétique ne doivent plus paralyser tout le pays. Il n'est pas acceptable qu'une personne motivée par des considérations idéologiques suffise à faire échouer des projets d'importance nationale. À l'avenir, une décision de l'organe suprême de l'association devra au moins être nécessaire à cet effet. Bien sûr, la protection juridique reste importante. Mais il est tout aussi important que notre pays dispose de suffisamment d'électricité pour ses propres centres de données afin de préserver sa souveraineté numérique. Les préoccupations des consommateurs, qui dépendent d'une électricité abordable et sûre, doivent également être prises en compte.

13. **Garantissons l'approvisionnement électrique en hiver**

La Suisse a investi des milliards dans le développement des énergies renouvelables – et cette décision était en grande partie justifiée. L'énergie solaire, en particulier, a rattrapé son retard de manière impressionnante. De plus en plus de toits de maisons produisent de l'électricité, les investissements privés sont rentables et les nouvelles technologies sont de plus en plus abordables et efficientes.

Mais avec ce développement, les défis évoluent également : à l'avenir, ce qui comptera, ce n'est pas seulement la quantité d'électricité produite, mais surtout *quand* elle le sera. Ces dernières années, la Suisse a été mise sous pression à plusieurs reprises pendant les mois d'hiver et ce danger menace également notre pays à l'avenir. C'est alors que le brouillard recouvre le Plateau, que les installations solaires ne produisent presque rien et que, dans le même temps, le chauffage, l'industrie et la mobilité électrique exigent des performances maximales.

Pour le PLR, à l'avenir la politique énergétique doit être davantage axée sur la sécurité d'approvisionnement. Les acteurs qui fournissent de l'électricité de manière fiable – en particulier en hiver – doivent bénéficier de meilleures conditions-cadres. Au lieu d'un soutien forfaitaire, il faut une transition progressive vers des modèles concurrentiels : l'État définit les performances et les capacités nécessaires. Le marché est attribué à celui qui les fournit le plus efficacement. Les solutions de stockage revêtent une importance particulière dans ce contexte. Ce n'est pas le lobby le plus bruyant qui doit décider quelle technologie est subventionnée, mais l'intérêt pour la population. Lors des hivers froids, la population ne se soucie pas de savoir d'où vient l'électricité, mais si elle est fournie de manière fiable.

14. **Liberté de choix pour toutes et tous**

En Suisse, les gros clients peuvent choisir librement leur fournisseur d'électricité, mais pas les ménages. C'est pourquoi il arrive aujourd'hui que l'on paie des centaines de francs de plus pour l'électricité dans une commune que dans le village voisin – alors que c'est la même électricité qui sort de la prise. Le marché suisse de l'électricité est aujourd'hui à moitié libéralisé, à moitié cloisonné, ce qui est totalement incohérent. Pour le PLR, les citoyennes et citoyens doivent bénéficier d'une plus grande liberté de choix. La concurrence stimule l'innovation, crée de nouveaux modèles commerciaux et allège le porte-monnaie des consommatrices et consommateurs.

L'ouverture du marché de l'électricité ne profite toutefois pas uniquement aux ménages. Elle est également une condition préalable pour que la Suisse puisse participer pleinement au marché européen de l'électricité. Cela est clairement dans l'intérêt de notre pays. Un accord sur l'électricité avec l'UE réduit les coûts liés à la stabilité du réseau et renforce la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Un accord négocié par le Conseil fédéral est actuellement débattu au Parlement. Les syndicalistes qui s'opposent à la libéralisation du marché de l'électricité cherchent des alliances pour bloquer le dossier. Si l'accord sur l'électricité est bloqué au Parlement, il faudrait alors trouver une autre voie. Pour le PLR, un accord sur l'électricité avec l'UE reste un objectif stratégique.

15. **Soyons prêts en cas d'urgence**

Les tensions géopolitiques de ces dernières années montrent à quel point les chaînes d'approvisionnement énergétiques mondiales sont devenues vulnérables. Une politique énergétique moderne mise donc autant que possible sur des sources d'énergie disponibles sur le territoire national ou pouvant être achetées longtemps à l'avance. Dans le même temps, il serait naïf de bannir complètement les sources d'énergie éprouvées et faciles à stocker, comme le pétrole ou le gaz. La sécurité d'approvisionnement repose sur l'efficience, la diversification et les réserves stratégiques en cas de crise – et non sur l'idéologie.

Le PLR soutient donc clairement les stocks obligatoires suisses de mazout et de carburants. Ils ont fait leurs preuves et devraient même être renforcés aujourd'hui. En période d'incertitude, elles garantissent à notre pays sa capacité d'action et protègent la population, l'économie et les infrastructures contre les chocs d'approvisionnement. Enfin, la Suisse aura besoin à l'avenir de suffisamment de centrales de réserve pour faire face aux pénuries. Si, en hiver, les importations d'électricité viennent à manquer, que des centrales électriques tombent en panne ou que plusieurs événements extrêmes se produisent simultanément, l'approvisionnement en électricité doit rester stable. Oui, cela a un coût. Mais une pénurie d'électricité serait nettement plus coûteuse.